

N/Réf. : AF/BH/IM

Circulaire : n° 10-11

Classement :

Villers-Lès-Nancy, le 29 juillet 2010

Circulaire

A Mesdames et Messieurs :

- les Maires du département
- les Présidents des établissements publics territoriaux

**PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE TRANSPORT
DOMICILE-LIEU DE TRAVAIL DES AGENTS PUBLICS****REFERENCES :**

- Décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 (JO du 22/06/2010) instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.
- Décret n° 2010-677 du 21 juin 2010 (JO du 22/06/2010) portant diverses modifications relatives à la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail.

DATE D'EFFET : 1^{er} JUILLET 2010**PRINCIPE**

A compter du 1^{er} juillet 2010, les fonctionnaires et les agents non titulaires des fonctions publiques d'Etat, territoriale et hospitalière, les magistrats, les militaires et les agents publics des groupements d'intérêt public, qui utilisent les transports en commun ou un service public de location de vélos pour effectuer les trajets entre leur domicile et leur lieu de travail, bénéficient, de la part de leur employeur, d'une prise en charge partielle du prix de leur titre d'abonnement.

Cette prise en charge partielle est OBLIGATOIRE pour tout employeur public ; le décret susvisé étant d'application immédiate, il n'est pas nécessaire de délibérer.

QUELS SONT LES TITRES D'ABONNEMENT OUVRANT DROIT A LA PRISE EN CHARGE ?

1. Les abonnements multimodaux à nombre de voyage illimités ainsi que les cartes et abonnements annuels, mensuels ou hebdomadaires ou à renouvellement tacite à nombre de voyages illimités ou limités délivrés par la Régie autonome des transports parisiens (RATP), la Société nationale des chemins de fer (SNCF), les entreprises de l'Organisation professionnelle des transports d'Ile-de-France ainsi que par les entreprises de transport public, les régies et les autres personnes mentionnées au II de l'article 7 de la loi du 30 décembre 1982.
2. Les abonnements à un service public de location de vélos.



A NOTER

La prise en charge de ces abonnements n'est pas cumulable lorsqu'ils ont pour objet de couvrir les mêmes trajets.

QUEL EST LE MONTANT DE LA PRISE EN CHARGE ?

La prise en charge par l'employeur s'élève à 50 % du coût des titres d'abonnements pour l'agent sur la base du tarif le plus économique pratiqué par les transporteurs ; cette prise en charge s'applique aux titres de transport permettant aux agents d'effectuer le trajet dans le temps le plus court entre leur domicile et leur lieu de travail.

La participation de l'employeur est limitée à un plafond de 78 € par mois - Valeur au 01/07/2010 (50 % de la somme des tarifs des abonnements annuels cumulés permettant d'effectuer depuis Paris le trajet maximum et le trajet minimum à l'intérieur de zone de compétence des transports d'Ile de France).

Une prise en charge supérieure à 50 %, toujours dans la limite de 78 € par mois, est possible mais subordonnée au vote d'une délibération par l'organe délibérant.



A NOTER

Les prises en charges supérieures au plafond que les collectivités territoriales et leurs établissements publics administratifs ont mises en place antérieurement au 1^{er} juillet 2010, peuvent être maintenues au profit de l'ensemble de leurs agents.

Lorsque l'agent exerce ses missions à temps partiel ou à temps non complet pour un nombre d'heures égal ou supérieur à la moitié de la durée légale du travail (> ou = à 17h30), il bénéficie de la prise en charge dans les mêmes conditions que s'il travaillait à temps complet (35h).

Lorsque le nombre d'heures travaillées est inférieur à la moitié de la durée légale du travail (< à 17h30), la prise en charge est réduite de moitié.

QUELLES SONT LES MODALITES DE LA PRISE EN CHARGE ?

Le montant de la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement est versé mensuellement sur présentation du ou des justificatifs de transport qui doivent être nominatifs et conformes aux règles de validité définies par les établissements de transport.

Les titres dont la période de validité est annuelle font l'objet d'une prise en charge répartie mensuellement pendant la période d'utilisation.

La prise en charge est liquidée comme les autres éléments de paie et, à ce titre, figure sur le bulletin de paie. L'imputation comptable s'effectue au compte 657.

Les agents doivent signaler tout changement de leur situation individuelle de nature à modifier les conditions de la prise en charge.

DANS QUELS CAS LA PRISE EN CHARGE EST-ELLE SUSPENDUE ?

La prise en charge partielle des titres de transport est suspendue pendant les périodes de :

- congé de maladie
- congé de longue maladie
- congé de grave maladie
- congé de maladie de longue durée
- congé de maternité ou d'adoption
- congé de paternité
- congé de présence parentale
- congé de formation professionnelle
- congé de formation syndicale
- congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie
- congé pris au titre du compte épargne-temps
- congés bonifiés



A NOTER

La prise en charge est maintenue jusqu'à la fin du mois au cours duquel débute le congé.

Lorsque la reprise du service, à la suite de ces congés, a lieu au cours d'un mois ultérieur, la prise en charge est effectuée pour ce mois entier.

CAS PARTICULIER DES AGENTS AYANT PLUSIEURS LIEUX DE TRAVAIL

Les agents relevant d'un même employeur public et ayant plusieurs lieux de travail bénéficient de la prise en charge partielle du ou des titres de transport leur permettant d'effectuer l'ensemble des déplacements entre leur résidence habituelle et leurs lieux de travail.

CAS PARTICULIER DES AGENTS AYANT PLUSIEURS EMPLOYEURS

- Lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics nécessitant l'usage de titres d'abonnement différents, il bénéficie de la prise en charge, par chacun de ses employeurs, du ou des titres d'abonnement lui permettant d'effectuer les déplacements entre sa résidence habituelle et ses différents lieux de travail.
- Lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics et qu'il utilise un même titre d'abonnement auprès de plusieurs employeurs, le montant de la prise en charge est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La participation de chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chaque employeur.

QUELLES SONT LES SITUATIONS D'EXCLUSION ?

La prise en charge partielle des titres de transport n'est pas applicable dans les situations suivantes :

- lorsque l'agent perçoit déjà des indemnités représentatives de frais pour ses déplacements entre sa résidence habituelle et son ou ses lieux de travail
- lorsque l'agent bénéficie d'un logement de fonction et qu'il ne supporte aucun frais de transport pour se rendre à son lieu de travail

- lorsque l'agent bénéficie d'un véhicule de fonction
- lorsque l'agent bénéficie d'un transport collectif gratuit entre son domicile et son lieu de travail
- lorsque l'agent est transporté gratuitement par son employeur
- lorsque l'agent bénéficie pour le même trajet d'une prise en charge au titre des frais de déplacement temporaires
- lorsque l'agent bénéficie des dispositions du décret n° 83-588 du 1er juillet 1983 instituant une allocation spéciale en faveur de certains fonctionnaires et agents de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif de l'Etat en service à l'intérieur de la zone de compétence de l'autorité organisatrice des transports parisiens, et qu'en raison de l'importance de son handicap il ne peut utiliser les transports en commun.

QUEL EST LE REGIME SOCIAL ET FISCAL DE LA PRISE EN CHARGE ?

La prise en charge partielle des titres de transport est exclue de l'assiette de calcul des cotisations sociales et exonérée d'impôts sur le revenu.

Les services du Centre de Gestion se tiennent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez souhaiter.



Le Président,
François FORIN
Maire de LUCEY